

DURÉE : 3 heures – Coefficient : 4

PREMIER SUJET

Les prérogatives reconnues au président de la République

des prérogatives reconnues au propriétaire dans l'exercice de son droit de propriété.

SECOND SUJET

Cour de cassation, crim.
4 avr. 2001

LA COUR : - Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 2, 85, 575-2, 591 et 593 du Code de procédure pénale, 437 de la loi du 24 juillet 1966, manque de base légale ;

Attendu que Mme Cattan, agissant *ès-qualités* d'actionnaire de la société Cerus, société holding de BDL, fait grief à l'arrêt attaqué (CA Paris, 4 novembre 1999) d'avoir déclaré irrecevable sa constitution de partie civile du chef d'abus de biens sociaux et irrecevable son appel aux motifs que, si, comme le relève la partie civile dans son mémoire, le délit d'abus de biens sociaux est de nature à causer un préjudice direct aux actionnaires de celle-ci, l'actionnaire d'une société holding de la société victime ne peut invoquer qu'un préjudice indirect et que l'appel formé par une partie civile irrecevable en sa constitution est lui-même irrecevable, alors, d'une part, que la constitution de partie civile devant la juridiction d'instruction faite par un actionnaire de la société mère sur les poursuites exercées pour abus de biens sociaux au préjudice d'une filiale est recevable dès lors que l'actionnaire démontre que les circonstances sur lesquelles s'appuie sa constitution de partie civile permettent d'admettre comme possible l'existence du préjudice allégué et sa relation avec les infractions poursuivies ; qu'en affirmant que si le délit d'abus de biens sociaux est de nature à causer un préjudice direct aux actionnaires de celle-ci, l'actionnaire d'une société holding de la société victime ne peut invoquer qu'un préjudice indirect pour en déduire que Mme Cattan, agissant *ès-qualités* d'actionnaire de la société Cerus, société holding de BDL, est irrecevable en sa constitution de partie civile du chef d'abus de biens sociaux, la cour d'appel a violé les textes susvisés ; alors, d'autre part, que pour qu'une constitution de partie civile soit recevable devant la juridiction d'instruction, il suffit que les circonstances sur lesquelles elle s'appuie permettent d'admettre comme possible l'existence du préjudice allégué et sa relation directe avec les infractions poursuivies ; qu'en affirmant péremptoirement que si le délit d'abus de biens sociaux est de nature à causer un préjudice direct aux actionnaires de la société victime, l'actionnaire d'une société holding de la société victime ne peut invoquer qu'un préjudice indirect pour en déduire que Mme Cattan, agissant *ès-qualités* d'actionnaire de la société Cerus, société holding de BDL, est irrecevable en sa constitution de partie civile du chef d'abus de biens sociaux, que l'appel formé par une partie civile irrecevable en sa constitution est lui-même irrecevable, la cour d'appel qui constate que la demanderesse pouvait invoquer un préjudice, serait-il indirect, n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations et a violé les textes susvisés ;

Attendu que, si c'est à tort que l'arrêt attaqué, pour déclarer irrecevable la constitution de partie civile de Mme Cattan, agissant *ès-qualités* d'actionnaire d'une société mère à raison d'abus de biens sociaux qui auraient été commis au préjudice d'une filiale, énonce que « l'actionnaire d'une société holding de la société victime ne peut invoquer qu'un préjudice indirect », l'associé pouvant en effet exercer l'action sociale « *ut singuli* », la décision n'en est pas moins justifiée dès lors qu'à le supposer établi, l'abus de biens sociaux reproché en l'espèce n'aurait causé un préjudice direct qu'à la société elle-même et non à ses actionnaires ; que le moyen ne peut être accueilli

Par ces motifs, rejette [...]

00-80.406 (n° 2693 F-D) - Demandeur : Cattan (Mme) - Composition de la juridiction : MM. Cotte, prés. - Martin, rapp. - Di Guardia, av. gén. - SCP Bouzidi, SCP Lyon-Caen, Fabiani et Thiriez, av. - Décision attaquée : Cour d'appel de Paris (ch. acc.), 4 nov. 1999 (Rejet)

Sujet : Commentez l'arrêt de la Cour de cassation du 4 avril 2001 au regard notamment de l'évolution du dispositif légal de protection des associés minoritaires des groupes de sociétés.